

PATRIMOINE CULTUREL ET
LINGUISTIQUE DES MÉTIS

INCLUSION DES NOUVEAUX
ARRIVANTS EN MILIEU SCOLAIRE

TOponymie
ET VITALITÉ
LINGUISTIQUE

S

O

A

E

E

E

E

La recherche,

reflet des communautés

et de leur patrimoine



LÉONARD RIVARD,
DIRECTEUR DE L'ARUC-IFO

Le programme multidisciplinaire de l'Alliance de recherche universités-communautés sur les identités francophones de l'Ouest canadien (ARUC-IFO) a été créé en 2007 grâce à une généreuse subvention du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH). Les neuf volets de recherche sont variés, mais se regroupent tout de même selon deux axes pour mieux en assurer la cohérence : éducation et langue, et culture.

Dans un premier cahier spécial publié en septembre dernier par *La Liberté*, nous avons présenté trois volets tirés du domaine de la langue et de la culture : les variations du français; la contribution du théâtre; et la culture médiatique. Le second cahier, publié en décembre 2012, portait sur trois volets du domaine de l'éducation : la lecture et l'écrit dans les sciences de la nature; le phénomène de l'exogamie; et l'éveil à la littérature. Dans ce présent cahier, nous avons regroupé des volets qui permettent de croiser les deux axes de recherche précités : l'éducation des

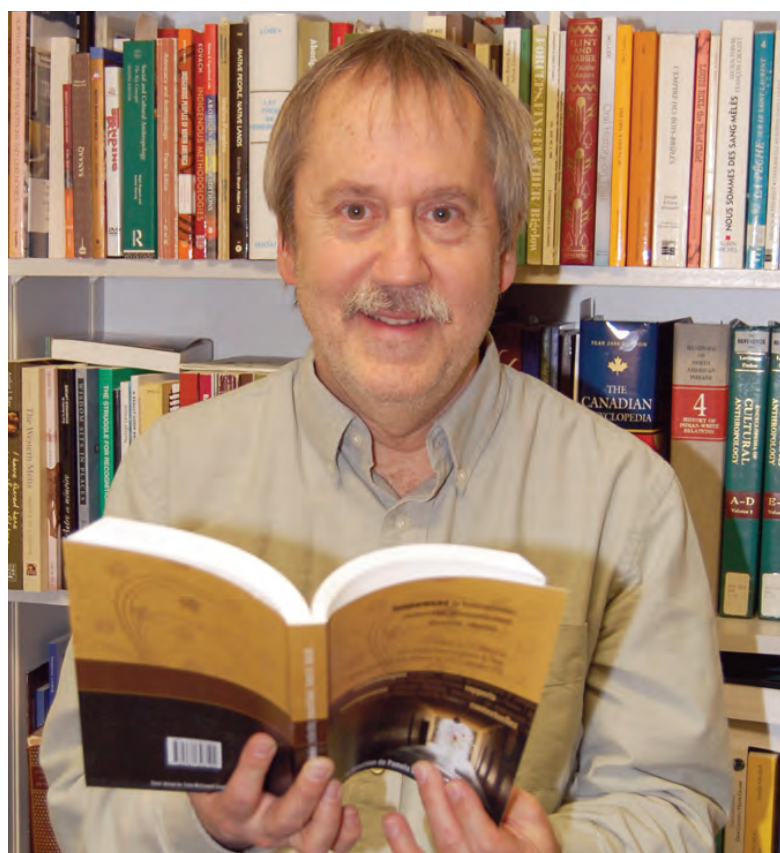
nouveaux arrivants; le patrimoine des Métis francophones; et les toponymes d'origine et d'influence françaises. Chose certaine, les trois cahiers ont bien illustré la grande variété de projets dans ce programme multidisciplinaire de recherche!

Dans ce cahier, nous voulons aussi souligner la grande contribution des étudiantes et des étudiants qui ont appuyé les chercheurs dans cette création du savoir. Bien sûr, ces étudiants ont reçu une riche formation en recherche qui n'est pas négligeable, mais on ne peut pas passer sous silence le nouveau regard qu'ils ont apporté aux maintes tâches dans la réalisation de nos études.

Enfin, c'est mon souhait que nous puissions continuer à bâtir des ponts entre chercheurs et communauté, à partager cette riche toile de connaissances multidisciplinaires et à développer de nouveaux projets pour poursuivre les recherches sur les identités francophones à l'avenir. Je vous souhaite une bonne lecture!

Sauvegarde et mise en valeur du patrimoine culturel et linguistique des **Métis** francophones de l'Ouest canadien

Recherche



YVES LABRÈCHE.



DENIS GAGNON.

Revitaliser ses traditions

Dans une de ses études, l'ARUC-IFO se penche sur la question des Métis francophones du Manitoba. Elle cherche à identifier les éléments de l'héritage culturel métis francophone que ceux-ci estiment importants de transmettre aux générations montantes pour la revitalisation de leurs traditions.

L'étude est composée de trois thématiques : le paysage géographique et l'utilisation des ressources, l'architecture et les sites historiques, et la langue et la tradition orale, comme les expressions, les contes et les récits.

« Dans ce volet, nous misons sur la sauvegarde du patrimoine culturel des Métis du Manitoba, indique le chercheur et professeur en anthropologie de l'Université de Saint-Boniface, Yves Labrèche. Nous avons pu compter sur deux partenaires essentiels, l'Union nationale métisse Saint-Joseph du Manitoba et le Conseil Elzéar Goulet (chapitre francophone de la Manitoba Metis Federation). »

« Nous étudions l'utilisation des ressources et des terres, parce que le monde de vie des Métis a beaucoup changé, dit l'un des co-chercheurs, Yves Labrèche. Nous avons fait nos études en milieu urbain, au rural et en portant attention aux petites rivières. C'est intéressant de voir à quel point les Métis ont continué leur mode de vie traditionnel, tout en intégrant certaines innovations.

« Par exemple, au départ, le mode de vie des Métis ressemblait à celui des autochtones, qui pratiquaient la chasse. Encouragés par les Canadiens-français, les Métis se sont mis à cultiver la terre et à élever les animaux. »

Pour cet aspect du patrimoine, les chercheurs voulaient connaître les liens du passé avec le présent, où en est la transmission des connaissances.

Tradition orale

Puisque la tradition orale est très forte chez les Métis, ils ont laissé bien peu d'écrits afin de connaître leur toponymie.

« Les Métis avaient toutes sortes de manières de cartographier l'espace, explique Yves Labrèche. Par exemple, pour eux, le *grand large*, c'était la plaine. Avant que le système d'écoles soit bien implanté ici, les gens fonctionnaient essentiellement par la bouche à oreille. Les noms géographiques ne sont pas tous sur les cartes officielles, d'autant plus que plusieurs de ceux-ci ont été refoulés. Notre travail ethnographique nous a permis de sonder le patrimoine à l'échelle familiale et communautaire, plutôt que les toponymes officiels. »

Les recherches, faites entre autres dans les régions de Saint-Pierre-Jolys, Saint-Malo, Saint-Laurent et Sainte-Rose, ainsi que les entrevues faites avec les aînés, ont permis aux chercheurs de faire de belles découvertes.

« Le point de vue d'un anthropologue et d'un Métis peut varier sur la valeur des sites ou lieux patrimoniaux, indique Yves Labrèche. Heureusement, le Musée de Saint-Pierre-Jolys a amassé plusieurs artefacts au fil des générations, qui ont été préservés de la dilapidation, parce qu'ils sont très prisés par les antiquaires pour le commerce.

« L'une des belles surprises que nous avons eues sont les ruines d'un four à chaux, qui aurait appartenu à un membre de la famille Riel, poursuit-il. Il y a aussi Réal Bérard, qui nous a parlé de l'ensemencement du riz sauvage le long de la rivière aux Rats. C'était une ressource importante pour les Autochtones et les Métis. »

Afin de poursuivre leur cueillette de données du paysage géographique et l'utilisation des ressources, de l'architecture et des sites historiques et de la langue et la tradition orale, les chercheurs ont pratiqué l'observation participante.

« Nous avons réalisé des entrevues et nous sommes allés dans des fêtes communautaires, dans des réunions et on a rencontré des gens, dit Yves Labrèche. On apprend beaucoup d'une société par les traces qu'elle a laissées. Avec cette méthode, nous avons pu découvrir des plaques, d'anciennes écoles, des croix de chemin et des cimetières. Nous avons cartographié ces éléments et peut-être que ça servira un jour aux éducateurs ou, indirectement peut-être, à l'industrie récréotouristique. »

Métchif

Le Métchif était la langue parlée par les Métis. Malheureusement, celle-ci tend à disparaître à petit feu. « À force de se faire dire que c'était du mauvais français, les Métis ont eu l'impression que ce n'était pas approprié de parler cette langue, souligne Yves Labrèche. Notre perception est que le Métchif sera gardé pour les cérémonies ou fêtes culturelles, un peu comme le latin. »

Mais le chercheur a noté une vague d'espoir, alors que les jeunes Métis semblent s'intéresser à cette langue.

« Ce ne sont pas tous les jeunes qui participent aux réunions et comme chercheurs, nous avons le réflexe d'aller voir les aînés, relate-t-il. Mais nous avons changé cette habitude et organisé une table ronde avec de jeunes Métis, notamment lors du colloque conjoint entre l'ARUC-IFO et le Centre d'études franco-canadiennes de l'Ouest, en septembre 2012.

« Ces échanges entre les jeunes Métis, les aînés Métis et les chercheurs ont été un grand succès, les gens étaient réellement touchés, conclut Yves Labrèche. Beaucoup de gens ont été bouleversés, mais nous étions très fiers de voir des jeunes y participer. »



GABRIEL DUFAULT.



ANDREW CARRIER.

Métis

Un patrimoine préservé

Tant le Conseil Elzéar Goulet, chapitre francophone de la Manitoba Metis Federation, que l'Union nationale métisse Saint-Joseph du Manitoba sont ravis d'avoir contribué à l'étude de l'ARUC-IFO portant sur les Métis francophones au Manitoba.

« Les recherches portaient sur la manière dont nous voyons notre communauté en 2013, indique l'ancien président du Conseil Elzéar Goulet, Andrew Carrier, à l'origine de la signature du partenariat. Et sur ce qui a nous a permis de continuer à parler, écrire et gérer notre vie en français, au fil des époques. »

Métis francophone, fruit de l'union ancestrale d'une grand-mère cri et d'un grand-père canadien-français, Andrew Carrier exprime la fierté qu'éprouve sa communauté d'avoir pu conserver l'une des langues de ses aïeux.

« Ce qui est unique, en tant que descendants, c'est que nous sommes parvenus à combiner nos différents héritages pour en faire une culture mixte, riche et diversifiée, déclare Andrew Carrier. Nous vivons au sein d'une communauté francophone tout en gardant les éléments importants de nos racines autochtones dans notre manière de vivre, tels que la chasse, la cueillette ou encore la médecine naturelle. Nous n'avons rien oublié de ces démarches pour survivre. »

Il souligne l'importance de la Cathédrale de Saint-Boniface pour le maintien de la langue francophone. « La Cathédrale est notre berceau, elle reconnaît nos qualités, indique-t-il. Notre communauté a pu se perpétuer grâce à l'intervention des Pères oblats et des Sœurs grises notamment. La religion a amené l'éducation qui a amené la langue française. »

Andrew Carrier aborde aussi les luttes des Métis contre les tentatives d'assimilation linguistique des minorités francophones. « Les autorités ont essayé d'angliciser tout le territoire et de détruire les communautés autochtones et métisses, remarque-t-il. Mais nous avons résisté. Nous avons surmonté les défis de la différence et continuons de lutter contre le racisme qui existe encore aujourd'hui. »

Une fierté exprimée

Ce sont tous ces aspects de leur histoire, et de leur résilience, que les Métis francophones ont partagé avec l'équipe de recherche de l'ARUC-IFO. « Le Conseil Elzéar Goulet maintient des liens étroits avec l'Université de Saint-Boniface (USB), déclare Andrew Carrier. Nous sommes chanceux d'obtenir de

l'institution universitaire un local dans lequel ont lieu nos rencontres, tous les deux mois. C'est elle aussi qui nous fournit un appui dont nous avons besoin pour mener à bien nos réunions.

« De notre côté, nous soutenons les bourses de nos étudiants métis inscrits à l'Université, continue-t-il. C'est donc naturellement que nous avons pris part aux recherches de l'ARUC-IFO orientées vers notre communauté. »

Cette étude est d'ailleurs d'une importance tout à fait particulière puisqu'elle s'intéresse réellement aux Métis et à tous les aspects de leur identité. Elle met en lumière des faits qui, trop longtemps, ont été ignorés et mis de côté. « Il était plus que nécessaire que nous nous intéressions à l'histoire des Métis et à leur patrimoine, affirme Denis Gagnon. Grâce à son volet communautaire, l'ARUC-IFO aura un impact réel dans la vie des Métis et dans leur communauté. Ils doivent être fiers de qui ils sont, de la langue qu'ils parlent et transmettre cette fierté. »

D'après le chercheur Yves Labrèche, l'impact évoqué par son collègue ne cessera de grossir avec le temps. « Le volet Métis de l'ARUC-IFO est une étape, énonce-t-il. Les résultats les plus significatifs au terme du projet sont de fournir de riches informations sur le patrimoine métis et sur leur tradition orale. Nous espérons être en mesure de passer le flambeau aux éducateurs qui œuvrent auprès des plus jeunes. Pour suivre la tradition orale des Métis, comme chercheur, nous continuons de transmettre les informations que nous avons apprises sur des tribunes. »

Vers une diffusion large

Enfin, les nombreuses données récoltées par le biais de l'étude ne cesseront d'être communiquées au travers de moyens divers et pourront compléter d'autres études sur le sujet.

« Les recherches sur les Métis francophones ont été un grand succès, s'exclame le président de l'Union nationale métisse Saint-Joseph du Manitoba, Gabriel Dufault. Elles ont déjà servi de support à deux colloques importants, le premier à l'Université d'Alberta, à Edmonton, en 2010, et le second à l'Université de Saint-Boniface, en septembre 2012. »

Gabriel Dufault insiste sur les bénéfices qu'offre la diffusion des informations, lorsqu'elle est opérée largement. « Cela donne une bonne perspective du métissage tel qu'il existe au Canada, note-t-il. Beaucoup de personnes pensent encore que les Métis sont uniquement issus de l'Ouest canadien. Cela permet de rétablir certains a priori. »

Et, plus globalement encore, il pointe l'intérêt de croiser les études menées par les chercheurs canadiens et les chercheurs internationaux. « Denis Gagnon a publié un livre à partir d'un colloque organisé à l'USB, relate-t-il. Je l'ai lu attentivement et j'ai beaucoup appris de celui-ci. Le colloque abordait la question des Métis canadiens, mais aussi le métissage tel qu'il existe hors du pays, en France par exemple. Cela n'avait pas encore été fait. L'ouverture aux horizons nouveaux est toujours très enrichissante. »

Ruisseau
Chanteclair



Black
Bute

Recherche



Lac aux
Sapins



CAROL JEAN LÉONARD.

Quand les noms parlent

La présence des francophones dans l'Ouest canadien est marquée de différentes façons. Outre les symboles, tels que l'empreinte francophone en Alberta ou l'Esplanade Riel au Manitoba, la toponymie d'une multitude d'entités géographiques et de lieux habités est l'un des legs des premiers francophones, venus développer l'Ouest canadien.

Dans le cadre d'une étude précédente, effectuée par le professeur agrégé du Campus Saint-Jean de l'Université de l'Alberta, Carol Jean Léonard, près de 2 500 noms de lieux d'origine et d'influence française ont été répertoriés en Saskatchewan.

Dans le cadre de l'ARUC-IFO, le chercheur principal Carol Jean Léonard, en collaboration avec le directeur général de l'Association canadienne-française d'Alberta, Denis Perreux, a eu « l'ambition de retrouver l'ensemble de tous les noms d'influence française et de retrouver leurs origines », indique-t-il.

C'est ainsi que le chercheur a débuté sa recherche.

« Il y a deux nuances dans les noms, les noms français, comme le ruisseau Chanteclair, mais il y a aussi les noms d'origine écossaise, avec un emprunt à la langue française, explique Carol Jean Léonard. Par exemple, la Black Bute, alors que le mot « bute » vient du français. »

Les noms d'origine écossaise s'expliquent par le fait que les Métis étaient, pour la plupart, bilingues.

« Lorsque les Voyageurs allaient vers l'Ouest, ils devaient se repérer, et comme la plupart étaient francophones, les noms étaient en français, raconte le chercheur du Campus Saint-Jean. C'est pourquoi les traducteurs et interprètes étaient des personnages importants lors des expéditions et qu'ils gagnaient trois à quatre fois le salaire des Voyageurs. »

Longues recherches

La recherche des noms francophones s'est avérée un long exercice. La première étape était de repérer les noms francophones, alors que la deuxième, plus difficile, se concentrait à trouver la provenance ou la signification des noms.

« Nous avons fait des recherches dans les archives, comme les registres des commissaires de la toponymie albertaine, mentionne l'assistante de recherche, Marie-Christine Bérubé. Pour la provenance, nous avons aussi découvert, par exemple, des lettres qui étaient envoyées à des généraux pour leur annoncer qu'un lieu avait été nommé en leur honneur. »

Autre exemple, le Lac aux Sapins peut avoir plusieurs provenances. Il peut être nommé ainsi en raison de la présence marquée de sapins autour du lac, mais aussi par la présence d'une famille Sapins près du lac. C'est ici que se trouve la limite des registres et que la tradition orale prend toute son importance. Les chercheurs ont donc dû miser sur des entrevues.

« Nous avons trouvé beaucoup d'informations sur des cartes anciennes et plus modernes, des carnets de traite, des échanges épistolaires, des revues et journaux anciens, des rapports ministériels et des carnets d'arpenteurs, souligne Carol Jean Léonard. Mais les Métis misaient beaucoup sur la tradition orale, alors nous avons fait plusieurs entrevues avec des aînés. »

Toponymie : témoin de l'histoire

La toponymie permet d'assister aux différentes époques, ou à l'évolution d'une société, d'une communauté ou d'une province. C'est ainsi qu'avant l'arrivée massive des colons, les noms faisaient référence à la présence d'animaux, à la forme morphologique des lieux, à la présence d'arbres ou de végétaux, aux familles présentes ou au découvreur, pour ne nommer que ceux-ci.

« La religion catholique a aussi joué un grand rôle dans la toponymie, notamment au Manitoba avec plusieurs villes ou villages portant des noms de saints, note Carol Jean

Léonard. De plus, lors de la Première Guerre mondiale, les soldats canadiens enrôlés étaient en bonne partie des Britanniques, qui n'étaient pas nécessairement nés au Canada, qui allaient défendre ou protéger leurs familles et leurs amis. À leur retour, pour honorer des soldats tombés au combat, ils nommaient des lieux comme Vimy. »

Toutes ces recherches rapporteront à la communauté, puisque cette étude permettra la création d'une carte, où seront indiqués toutes les entités géographiques et lieux habités francophones de l'Alberta, un legs à la communauté franco-albertaine.



DENIS PERREAUX.

Communauté

Toponymie.

Jamais je n'oublierai

Le recensement toponymique des noms francophones ou d'origine francophone a une importance particulière aux yeux de l'Association canadienne-française de l'Alberta (ACFA). En effet, puisque l'ARUC-IFO est issue d'une forte collaboration entre les communautés et les universités, les Franco-Albertains jouiront d'un legs majeur.

« Une carte, qui se nommera **Jamais je n'oublierai**, où seront indiqués toutes les entités géographiques et lieux habités francophones de l'Alberta, sera produite à partir des recherches de Carol Jean Léonard, chercheur principal du volet Toponymie de l'ARUC-IFO, mentionne le directeur général de l'ACFA, Denis Perreaux. Cette carte pourra être affichée dans les écoles, les centres communautaires et les organismes communautaires de l'Alberta.

« Le but est de démontrer que le français était présent avant même que l'Alberta ne soit une province officiellement, poursuit-il. Ce sera presque l'équivalent d'un livre, mais dans un format de carte. »

Plus qu'une carte géographique et toponymique, il s'agit de pouvoir découvrir et positionner la francophonie.

« C'est l'occasion de briser certaines fausses croyances, comme quoi le français n'est parlé ici que depuis 50 ans, note l'assistante de recherche, Marie-Christine Bérubé. Cette carte vient démontrer les racines francophones en Alberta. »

« C'est redonner un sens à « notre place, notre chez-nous », lance Denis Perreaux. C'est une démonstration visuelle qui souligne, spécialement aux jeunes francophones, à quel point leurs racines sont ancrées ici. »

Légitimité

Pour les Franco-Albertains, il s'agit bien plus que d'une carte qui démontre l'importance statistique des francophones, mais cela signifie un renforcement du sentiment d'appartenance.

« C'est un héritage culturel, il est important que nous sachions d'où l'on vient pour savoir où nous allons, affirme le chercheur principal et professeur agrégé du Campus Saint-Jean de l'Université de l'Alberta, Carol Jean Léonard. De plus, pour les francophones, ça laisse un sentiment de légitimité.

« Les francophones dans l'Ouest n'étaient pas nécessairement nombreux, mais ils étaient partout,

poursuit-il. Par exemple, les Métis disaient souvent « tu salueras mon cousin lorsque tu passeras à cet endroit », qui était souvent très éloigné. »

C'est ainsi que l'ACFA, qui a collaboré à la recherche pour les aspects historiques et patrimoniaux, héritera donc d'une carte, aux significations nombreuses.

« La collaboration avec les divers partenaires a été cruciale pour la réussite de nos travaux, estime Carol Jean Léonard. Comme chercheurs, nous sommes très heureux et honorés d'apporter une contribution à notre communauté. »



Inclusion des *nouveaux arrivants* en milieu scolaire francophone : Vers une pédagogie de réciprocité culturelle

Parlez-Vous
Français?



Recherche



Tuteur de résilience

L'ARUC-IFO s'est penchée sur l'inclusion des nouveaux arrivants en milieu scolaire. Dans ce cadre, des recherches ont été effectuées dans quatre écoles de la Division scolaire franco-manitobaine (DSFM).

« Étant donné l'arrivée croissante de nouveaux arrivants, nous avons décidé de nous concentrer sur les réfugiés, ainsi que leurs familles, qui présentent des besoins bien particuliers, spécifie la chercheuse principale et professeure agrégée en éducation internationale et interculturelle à l'Université du Manitoba, Nathalie Piquemal. Nous avons fait une exploration de nature phénoménologique, c'est-à-dire que nous avons exploré les expériences, le vécu et les perceptions des gens, plutôt que d'émettre une hypothèse et de tenter de la vérifier.

« C'était important pour nous de donner la parole aux gens concernés et de documenter leurs propos, continue-t-elle. C'est trop facile de parler à leur place. »

Premier volet

L'étude s'est déroulée en trois volets.

« Le premier volet concerne les familles de réfugiés, que nous avons pu rencontrer grâce à un partenariat avec l'Accueil francophone, indique Nathalie Piquemal. Nous avons interviewé près de 25 familles et quelques immigrants économiques pour faire une comparaison. »

Les familles de réfugiés provenaient, notamment, de la République démocratique du Congo, du Tchad et d'Haïti, alors que les immigrants économiques étaient issus de la Belgique, de la France et de la Tunisie.

Les entrevues se sont déroulées chez les réfugiés et les chercheurs voulaient en apprendre davantage sur le vécu de leur intégration, le pourquoi de leur immigration, ce qu'ils ont vécu dans les espaces de transition, comme les camps de réfugiés, le processus de développement identitaire, les défis économiques dans la recherche de d'emploi et les défis émotifs.

« Il ne faut pas négliger l'aspect de l'attachement émotif, souligne Nathalie Piquemal. On ne peut pas s'attacher à un nouveau pays facilement, surtout si on est parti pour échapper à la guerre. Les réfugiés vivent une loyauté divisée. Ils sont conscients de leur chance, mais bien souvent, leurs familles et leurs amis sont restés là-bas et ils n'ont pas forcément la vie sauve. Ce n'est pas facile de vivre en harmonie avec cette connaissance.

« Cela peut aussi poser des tensions intergénérationnelles, poursuit-elle. Les enfants baignent dans deux ambiances culturelles bien différentes, soit à l'école, avec les amis, et à la maison, avec la famille. Mais essentiellement, les réfugiés qualifient le succès de leur intégration selon les succès scolaires de leurs enfants. »

Une autre problématique que les réfugiés ont partagé avec les chercheurs est le bilinguisme, alors que le bilinguisme canadien se traduit par une langue en situation minoritaire au Manitoba.

Deuxième volet

Le deuxième volet de la recherche s'intéresse plutôt au rôle des enseignants de la DSFM dans l'intégration des réfugiés dans les salles de classe.

« Nous avons rencontré 53 enseignants, de la maternelle à la 12^e année, pour connaître leur vécu, leur perception et ce que signifie « inclusion scolaire » pour eux, explique Nathalie Piquemal. On leur a demandé d'avoir une réflexion sur les stratégies développées, à ce qui a marché, ce qui a aidé, parce qu'on voulait aussi parler des forces, pas juste des défis. »

« L'un des défis discutés, qui dépasse la pédagogie différenciée, sont des élèves qui arrivent des pays en guerre et qui ont transité par des camps de réfugiés, poursuit-elle. Parfois, ces élèves n'ont pas fréquenté d'école depuis quelques années, mais heureusement, les enseignants sont parvenus à trouver des stratégies pour relever ce défi, avec les élèves. »



NATHALIE PIQUEMAL.

Souvent, les enseignants indiquent qu'ils doivent « piloter à vue », c'est-à-dire qu'ils doivent adapter les stratégies en fonction des élèves, au cas par cas.

« Les stratégies commencent par un regard critique sur soi-même, note Nathalie Piquemal. Une fois le regard critique accepté, il faut se remettre en question et s'ouvrir à l'autre. Ça permet de comprendre que certains élèves ont plus de besoins que d'autres, que c'est normal de passer plus de temps avec certains. »

Troisième volet

Pour le troisième volet, près de 20 entrevues, de jeunes de 11 à 18 ans, ont été effectuées dans leur contexte scolaire, concernant leur intégration dans leur école.

« Nous recherchions ce qui les avait aidés, lance Nathalie Piquemal. Nous avons fait une grande découverte : les tuteurs de résilience. Les jeunes et leur famille ont beaucoup de résilience, ils savent ce qu'est de se battre pour rester en vie, alors ils ont besoin d'empathie.

« Quand nous leur avons demandé des souvenirs de leurs premiers jours, ils ont toujours nommé un enseignant qui a pris du temps pour leur expliquer les choses, ou simplement leur sourire. Ça leur donnait confiance et un sentiment d'appartenance, ajoute-t-elle. Beaucoup d'enseignants n'ont pas hésité à rester avec les jeunes, après les heures de cours, pour prendre du temps avec eux, il y en a même certains qui gardent un peu nourriture pour ceux qui ont faim. Ils sont très précieux. »



BINTOU SACKO.



CHRISTELLE WALDIE ET PAULE BUORS.

INCLUSION.

Des programmes sur mesure

L'étude de l'ARUC-IFO portant sur l'inclusion des nouveaux arrivants en milieu scolaire ne se serait pas révélée si fructueuse et efficace sans la participation de l'Accueil francophone et de la Division scolaire franco-manitobaine (DSFM) qui, au quotidien, interagissent avec le public visé par la recherche.

« Le partenariat avec l'ARUC-IFO est arrivé à point nommé puisque nous nous interrogeons justement sur le type de services à mettre en place au profit des nouveaux arrivants, indique la coordonnatrice en programmation à la DSFM, Paule Buors. Les recherches menées par Nathalie Piquemal et les conclusions qui en ont découlées ont nourri nos réflexions et nos décisions. »

Les recherches qualitatives menées sur le terrain ont permis de déterminer toute une série d'écueils auxquels étaient confrontés les élèves, les parents et les enseignants et, sur cette base, d'amorcer la réflexion sur ces questions.

« L'intégration des nouveaux arrivants est notre travail de tous les jours, énonce la directrice générale de l'Accueil francophone, Bintou Sacko. Nous sommes donc au courant des défis liés aux élèves et aux parents d'élèves. L'étude est venue confirmer nos connaissances sur cette réalité. Elle les a structurées en données claires et précises indispensables à l'adoption de solutions adaptées. »

Un engagement général

Le partenariat ainsi scellé a permis à chacun des acteurs de l'étude d'être entièrement impliqué dans le projet, à tous les stades de sa réalisation.

« Nous avons mis en place un forum communautaire sur l'inclusion des nouveaux arrivants, explique la chercheuse Nathalie Piquemal. Nous avons notamment invité des parents, des enfants, des enseignants et du personnel de la DSFM, ainsi que l'Accueil francophone, ajoute-t-elle. Chacun a fait des interventions et des présentations.

« Nous avons aussi organisé des groupes de discussions et des tables rondes avec des parents et des enseignants pour échanger sur les pratiques, les défis, ce qui devrait changer et ce qui devrait rester, continue-t-elle. Heureusement, nous ne sommes pas partis de rien, étant donné qu'il y a beaucoup d'initiatives dans les écoles en ce qui a trait à l'inclusion des immigrants et des réfugiés. »

Le gros avantage de l'initiative de l'ARUC-IFO est qu'elle a permis à tout ce petit monde de travailler ensemble, en cohésion étroite.

« L'étude a clairement démontré qu'il y avait des besoins dans les écoles et qu'il était nécessaire d'y répondre, pas seulement à l'interne mais avec l'aide de tous les pouvoirs concernés, affirme Bintou Sacko. Désormais, on ne travaille plus en vase clos mais collectivement. L'ARUC-IFO a permis toutes ces connexions. »

Des enfants mieux compris

L'étude a le mérite d'avoir confirmé scientifiquement des considérations déjà présumées. Mais elle a aussi permis de mettre en lumière des phénomènes tout à fait insoupçonnés.

« Elle a notamment démontré la résilience chez les jeunes, une force qu'il fallait développer, renseigne Paule Buors. Alors que, jusque-là, on pensait qu'il fallait laisser du temps au jeune pour s'orienter et s'adapter, l'étude a démontré qu'au contraire, il ne fallait pas s'attarder à ce stade et qu'il était préférable de définir rapidement des objectifs spécifiques afin de permettre à l'enfant de progresser sans attendre. »

« L'étude nous a appris qu'il fallait garder en tête que les jeunes sont à l'école pour apprendre, quel que soit leur passé, et que c'est là-dessus qu'il faut mettre l'accent, ajoute Christelle Waldie. Il faut donc leur donner un apprentissage rapide afin qu'ils s'intègrent rapidement dans le groupe d'élèves. »

Des parents plus renseignés

Les résultats de l'étude ont également souligné l'importance de l'accueil, au moment de la rentrée scolaire. « Nous organisons tous les ans une conférence d'ouverture avant septembre, qui permet aux enfants et aux parents de rencontrer les professeurs et les directeurs de l'école, indique Christelle Waldie. « Cela n'était plus applicable en cours d'année scolaire pour les nouveaux arrivants, continue-t-elle. Or, l'étude a mis en évidence la portée de cette étape. C'est pourquoi, à présent, nous offrons la possibilité à la famille d'établir une relation avec l'école et son personnel avant la rentrée scolaire proprement dite de l'élève. Plutôt que de supposer à la place de la famille, nous la recevons et nous l'écoutons afin de mieux répondre à ses besoins. »

Des professeurs rassurés

Enfin, chacune des recherches a contribué au développement de l'école. « Nous voulions et nous planifions de développer des outils et des documents en faveur du personnel, mais nous ne savions pas exactement sur quoi, révèle Christelle Waldie. Il en existe bien des anglophones mais une simple traduction de ceux-ci ne nous enthousiasmait pas plus que cela.

« Les recherches menées dans nos écoles et leurs résultats nous ont permis de concevoir des outils sur mesure, parfaitement adaptés à notre réalité », affirme-t-elle.

Le déroulement des recherches a aussi eu pour bénéfice de conforter les enseignants. « La recherche s'est révélée valorisante pour eux, car Nathalie partageait ses connaissances avec eux, indique Paule Buors. Par-là, ils ont profité d'un processus de formation continue. Ce type de bénéfice ne peut pas être mesuré, mais il est certain que les enseignants sont sortis de l'expérience plus connaissant et, par-là, plus confiants. »

Contribution significative des étudiants aux programmes de recherche

Étudiants



LUC MARTIN.

Luc Martin a travaillé comme assistant de recherche alors qu'il étudiait en éducation à l'Université de Saint-Boniface. Les recherches auxquelles il a pris part portaient sur la littérature en sciences.

« Beaucoup de professeurs de sciences considéraient qu'il n'était pas de leur rôle d'enseigner la littérature aux élèves, mais que cette tâche relevait uniquement des professeurs de français, explique-t-il.

« Les recherches leur ont permis de prendre conscience que la littérature se situait dans toutes les branches éducatives et que, dès lors, ils pouvaient eux aussi développer des outils bénéfiques à cette fin », continue-t-il.

En tant qu'assistant de recherche, Luc Martin a eu l'opportunité de mettre directement en pratique les notions théoriques acquises. « Ça m'a donné encore plus le goût d'apprendre et de poursuivre mes études en faisant une maîtrise, indique-t-il. L'expérience complète m'a beaucoup aidé dans ma profession actuelle d'enseignant de français et de sciences humaines. »



EMMANUEL MICHAUX.

Sa thèse porte sur les Métis francophones. Son directeur de thèse n'était autre que le chercheur Denis Gagnon. C'est donc naturellement que le doctorant Emmanuel Michaux s'est associé aux recherches de l'ARUC-IFO portant sur le patrimoine culturel et linguistique des Métis francophones de l'Ouest canadien.

« J'ai saisi l'opportunité de mener des recherches ethnologiques dans plusieurs communautés métisses de l'Ouest manitobain, indique l'étudiant en anthropologie, Emmanuel Michaux. Cela m'a permis de passer plusieurs semaines sur le terrain, de m'entretenir avec une quarantaine de Métis et, ainsi, de comprendre leur patrimoine matériel, immatériel et naturel. »

Au travers de son expérience, le jeune homme dit avoir saisi toute la richesse d'une communauté minoritaire en marge des autres populations de la province et l'importance de raconter et de documenter son histoire.

C'est notamment la raison pour laquelle il n'a pas hésité à participer aux deux colloques du Centre d'études franco-canadiennes de l'Ouest (CEFCO), à des ateliers et à des publications sur le sujet.



JANELLE DE ROCQUIGNY.

Alors qu'elle étudiait la psychologie, Janelle de Rocquigny a contribué à l'étude de l'ARUC-IFO sur la littérature préscolaire au sein de la communauté franco-manitobaine en tant qu'assistante de recherche.

« Cela fait déjà près de cinq ans de recherche, indique la jeune femme. Cette expérience m'a été très bénéfique puisqu'elle m'a permis de développer des talents et des habiletés au niveau de la recherche. Jusque-là, mes études m'avaient formée en analyses quantitatives et cette occupation m'a permis de découvrir l'analyse qualitative. »

Poursuivant aujourd'hui une maîtrise en santé communautaire, chargée de cours et coordonnatrice de recherche à l'Université de Saint-Boniface, son engagement envers les recherches de l'ARUC-IFO a été un véritable tremplin dans sa carrière. « Cela m'a permis de m'élever à un échelon supérieur, affirme-t-elle. Et puis, ma thèse actuelle porte sur le développement de la petite enfance. Comme quoi le sujet de l'étude ne m'a pas laissée indifférente et m'a donné envie de le développer davantage encore. »

L'aventure ne fait que commencer



YVES LABRÈCHE.

Neuf partenaires universitaires, 42 partenaires communautaires, 28 co-chercheurs, neuf volets d'étude. Pour coordonner tout ce beau monde, un homme, Yves Labrèche.

En véritable chef d'orchestre, il est parvenu à mener le programme de recherche-action interdisciplinaire à son terme de manière proactive et efficace.

Échelonné sur cinq ans, subventionné par le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada, le programme de recherche-action interdisciplinaire de l'ARUC-IFO n'est toutefois pas encore terminé. Alors que le projet était étalé sur cinq ans, de 2007 à 2012, une prolongation d'un an a été accordée pour mieux se pencher sur l'étape de diffusion de l'information.

Colloques et publications

La collecte et l'analyse des données récoltées a fait l'objet d'une première diffusion en septembre 2010, via le colloque du Centre d'études franco-canadiennes de l'Ouest (CEFCO) organisé à l'Université d'Alberta, à Edmonton.

« Le partenariat principal de l'Université de Saint-Boniface (USB), pour le projet, était l'Université d'Alberta, exprime Yves Labrèche. Au sein du

Conseil de direction étaient présents les représentants des deux universités, mais aussi ceux de la Société franco-manitobaine (SFM) et son équivalent albertain, l'Association canadienne-française de l'Alberta (ACFA).

« Les quatre acteurs principaux se réunissaient régulièrement à Winnipeg ou Edmonton pour prendre les décisions, continue-t-il. Le directeur de l'ARUC-IFO, Léonard Rivard et moi-même les accompagnions. C'est ce partenariat qui, notamment, a défini les termes des étapes de diffusion. »

Ce premier colloque a été suivi d'un second organisé cette fois à l'USB, en septembre 2012. Ces réunions et ces débats ont été le point de départ de nombreuses publications.

« Les résultats des recherches de l'ARUC-IFO ne seront pas visibles tout de suite, étant donné qu'elles embrassent un nombre important de thématiques relatives à des secteurs très différents, indique Léonard Rivard. Officiellement, le programme se termine en juillet 2013. Mais dans les faits, il est loin de s'arrêter. Il continuera encore longtemps à porter ses fruits grâce aux publications et aux projets des universitaires impliqués dans les recherches.

« Nous avons, en effet, eu la chance d'embaucher de jeunes chercheurs et de les former, poursuit Yves Labrèche. Ils ont amené un vent de fraîcheur à nos approches, leur contribution s'est révélée

essentielle. C'est eux qui, à présent, vont reprendre le flambeau et allumer de petites flammes tout au long de leur chemin. »

Aujourd'hui et demain

L'ARUC-IFO a aussi mis en place un site Internet expliquant les différentes étapes du projet et ses conséquences. « Nous nous attachons à ce qu'il soit mis à jour régulièrement, indique Yves Labrèche. Idéalement, nous souhaiterions le maintenir encore au moins un an. »

Enfin, la grande question qui se pose maintenant concerne l'archivage des données récoltées durant les cinq années de recherches. « Toutes les informations pourraient encore être utilisées pour d'autres types d'études, souligne le coordonnateur. Nous nous interrogeons donc sur la manière de préserver tout ça à l'attention des générations futures.

« Les données devraient, en principe, être toutes rapatriées à l'USB, continue-t-il. Le Conseil de recherche en sciences humaines pourrait, par la suite, assurer un soutien. Quelles que soient les décisions prises, il faudra en tout cas s'assurer que toutes les clauses définies, notamment de confidentialité, soient adéquatement respectées. »

PARTENAIRES



Conseil de recherches en sciences humaines du Canada

Social Sciences and Humanities Research Council of Canada

